

Actualités, Échiquier politique, Économie

# Les insoumis et le patronat des PME proposent ensemble de changer les règles du jeu

TPE/PME. C'était un événement politique sans précédent dans l'histoire de la gauche, et plus encore dans celle de la gauche radicale. Le 24 janvier 2026, sous l'égide de l'Institut La Boétie, s'est tenu un débat franc et direct entre le mouvement insoumis et les principales organisations syndicales représentatives du petit patronat. Côté patronal, ont participé [...]



Crédits : Claire Jacquin.

le jeudi 29 janvier 2026

partager



pour aller plus loin :

[Un ancien candidat du Rassemblement national a tiré sur les forces de l'ordre avec jet de grenades : silence médiatique total](#)

**T**PE/PME. C'était un **événement politique sans précédent dans l'histoire de la gauche**, et plus encore dans celle de la gauche radicale. Le 24 janvier 2026, sous l'égide de l'Institut La Boétie, s'est tenu un débat franc et direct entre le mouvement insoumis et les principales organisations syndicales représentatives du petit patronat.

Côté patronal, ont participé Laurent Munerot, président de la Confédération nationale de l'artisanat des métiers de service et de fabrication (CNAMS), Jean-Christophe Repon, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), ainsi que les présidents des deux organisations les plus nombreuses : Amir Reza-Tofighi pour la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et Michel Picon pour l'Union des entreprises de proximité (U2P).

Pendant plus de quatre heures, les échanges ont permis de confronter sans détour les analyses, d'identifier convergences et désaccords, et de sortir des caricatures habituelles. Une partie de la presse hostile a voulu y voir une manœuvre électorale en direction du petit patronat. Comme si chercher à convaincre était illégitime. Comme si dialoguer avec celles et ceux qui produisent réellement dans ce pays était suspect. Notre article.

## Comment LFI prépare concrètement l'exercice du pouvoir

L'objectif affiché est pourtant clair : préparer les conditions concrètes de l'exercice du pouvoir. Gouverner implique de savoir comment agir sur l'économie productive : planifier, investir, structurer des filières industrielles et écologiques. Cette question est complexe, mais centrale. Trop souvent, la gauche a échoué faute d'y avoir travaillé sérieusement en amont. Jean-Luc Mélenchon l'a résumé ainsi : *« La question clé, c'est la démocratie. Si on met de la démocratie dans la représentation patronale, la situation sera meilleure pour le pays, pour la démocratie et pour la production. »*

Cette démarche s'inscrit dans une méthode assumée : poser un cadre d'analyse global, définir une stratégie économique, puis identifier les partenariats nécessaires à sa mise en œuvre. En amont du colloque, plusieurs centaines de petits patrons s'étaient d'ailleurs mobilisés, dont de nombreux auto-entrepreneurs et dirigeants de TPE, sur des bases de représentativité territoriale et professionnelle. Là encore, un fait inédit dans l'histoire de la gauche radicale.

**Pour aller plus loin : Budget Macron-Faure – « Les concessions affichées sont mensongères ou excessivement biaisées » : avant le vote de la censure, la mise au point d'Éric Coquerel**

## La représentativité patronale, une question centrale qui va devenir une loi transpartisane

Le point de bascule du colloque est intervenu dans sa conclusion. À l'initiative même des organisations patronales présentes, l'idée d'une proposition de loi transpartisane sur la représentativité patronale a émergé. La France insoumise s'est engagée à la porter au Parlement, dans la continuité d'une proposition déjà avancée lors de la campagne présidentielle de 2017.

L'enjeu est majeur. Aujourd'hui, le dialogue social est verrouillé par un droit de veto de fait du Medef. Il n'existe pas d'élections patronales : la représentativité est calculée tous les quatre ans selon deux critères, 70 % en fonction du nombre de salariés des entreprises adhérentes et 30 % selon le nombre d'adhérents.

Ce mode de calcul donne un poids écrasant au Medef, alors même qu'il s'agit de l'organisation patronale comptant le moins d'adhérents : 149 000 entreprises en 2025, contre 221 000 pour l'U2P et 243 000 pour la CPME. Dans les conseils de prud'hommes, il détient 46 % des sièges patronaux, soit autant que la CPME et l'U2P réunies. Dans l'industrie, ce chiffre atteint 60 %. À l'inverse, l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) ne dispose que de 4 % des sièges, alors qu'elle représente 14 % de l'emploi privé.

La réforme proposée viserait à rééquilibrer cette situation, notamment autour d'une règle plus démocratique (50 % salariés, 50 % adhérents) avancée par l'U2P. L'objectif est clair : fluidifier les négociations sociales et mettre fin au veto structurel du Medef.

● Jean Luc Mélenchon : « Nous proposons un pacte productif aux petites et moyennes entreprises.

Lorsque nous gouvernerons, nous aurons besoin d'elles et de leur excellence technique.

Il nous faudra construire et rénover des centaines de milliers de logements.

La France... [pic.twitter.com/PcNYwVDors](https://pic.twitter.com/PcNYwVDors)

— L'insoumission (@L\_insoumission) **January 24, 2026**

## Un patronat loin d'être homogène

Mais l'enjeu dépasse la seule architecture institutionnelle. Le patronat n'est pas un bloc homogène. La financiarisation du capitalisme et la mondialisation ont profondément fragmenté le tissu productif. Patronat financier, multinational et patronat de proximité ne poursuivent ni les mêmes intérêts ni les mêmes logiques. Comme l'a rappelé Amir Reza-Tofighi : *« Il faut une stratégie nationale face aux grands enjeux du siècle. Transition écologique, souverainetés alimentaire, médicale et militaire : les aides publiques doivent être efficaces. L'État doit permettre aux TPE-PME de répondre à ces défis ».*

Cette réalité sociale a également été soulignée par la députée insoumise Sophia Chikirou : *« Les "entreprises" n'existent pas. Il y a les multinationales qui dominent, et les TPE-PME qui subissent : coûts qui explosent, marges en baisse. Le patron de TPE est aussi un travailleur. »*

La « nouvelle France » patronale est composée d'auto-entrepreneurs, d'artisans, de TPE et de PME. Une entreprise sur deux ne compte qu'un salarié. Le patron de TPE est aussi un travailleur. Donner plus de poids à ce patronat de proximité, ce n'est pas renoncer au progrès social : c'est reconnaître la réalité de l'économie productive.

Ces entreprises sont plus de 4 millions et ont créé 700 000 emplois nets en dix ans, quand les grandes entreprises en détruisaient 200 000. Dans un contexte international marqué par le recul du dogme néolibéral et le retour de la planification, du contrôle des prix et de la sécurisation des approvisionnements, cette réflexion apparaît décisive.

Le néolibéralisme est-il compatible avec les TPE-PME ? - Introduction de Je...



## Un basculement historique du cadre économique mondial

Cette réflexion s'inscrit aussi dans un basculement historique plus large. L'actualité simplifie l'observation. Le marché néolibéral tel qu'il a été défini et imposé depuis les années 1970 n'est plus la norme incontestée. Aux États-Unis, les politiques menées sous Joe Biden puis prolongées de manière plus brutale sous Donald Trump ont tourné la page du libre-échange dogmatique. Planification industrielle, protectionnisme ciblé, contrôle stratégique des approvisionnements et relocalisations sont redevenus des instruments assumés de politique économique.

Cette évolution est aussi largement nourrie par la montée en puissance du modèle chinois, économiquement vainqueur, qui combine intervention publique, planification de long terme et politique industrielle offensive.

Dès lors, une nouvelle attraction s'exerce jusque dans les sphères du capital national pour le plan, le contrôle des prix et la sécurisation des chaînes productives. La question du « compromis social » ne peut plus être posée hors sol, sans tenir compte de ces bouleversements profonds. C'est à cette réalité nouvelle que s'attache cette démarche : penser la transformation de l'économie productive à l'aune du moment historique, et non à partir de dogmes périmés.

Par Elias Peschier

### sur le même sujet

16:44 | mardi

**Un ancien candidat du Rassemblement national a tiré sur les forces de l'ordre avec jet de grenades : silence médiatique total**

12:40 | lundi

**Municipales 2026 – À Angoulême, LFI bataille contre un maire « antisocial et autoritaire »**

10:54 | lundi

**Les requins et les soins palliatifs – Le billet d'humeur de Christophe Prudhomme**

12:22 | dimanche

**Des rues à la chute du régime : comment les villes ont combattu l'apartheid d'Afrique du Sud**

À l'Insoumission, nous ne comptons pas nos efforts pour vous apporter du contenu renouvelé, régulier et surtout de terrain.

Tout cela serait impossible sans votre soutien ! Vous êtes déjà 5250 à donner régulièrement à l'Insoumission.

Vous ne donnez pas encore ? Voici vos possibilités pour nous aider.

don unique	don mensuel
------------	-------------

<input type="radio"/> 5€	<input type="radio"/> 10€	<input type="radio"/> 15€
<input type="radio"/> 20€	<input type="radio"/> 30€	

Aller sur la page de don →

Votre don donne droit à une limite de 20% du revenu imposable d'un crédit d'impôt. Vous n'avez rien à perdre.

Gérer le consentement



Pour offrir les meilleures expériences, nous utilisons des technologies telles que les cookies pour stocker et/ou accéder aux informations des appareils. Le fait de consentir à ces technologies nous permettra de traiter des données telles que le comportement de navigation ou les ID uniques sur ce site. Le fait de ne pas consentir ou de retirer son consentement peut avoir un effet négatif sur certaines caractéristiques et fonctions.

Accepter

Refuser

Voir les préférences

newsletter

Rentrez

Mentions légales



L'insoumission est la plateforme multimédia d'actualités de la **France insoumise**. Retrouvez nos articles, vidéos, éditos et directs sur notre site et nos réseaux sociaux.

Gérer le consentement

Pour offrir les meilleures expériences, nous utilisons des technologies telles que les cookies pour stocker et/ou accéder aux informations des appareils. Le fait de consentir à ces technologies nous permettra de traiter des données telles que le comportement de navigation ou les ID uniques sur ce site. Le fait de ne pas consentir ou de retirer son consentement peut avoir un effet négatif sur certaines caractéristiques et fonctions.

[Mentions légales](#)